

Le testament de Hollande, ou comment la gauche française s'est auto-anéantie

PAR PIERRE DARDOT ET CHRISTIAN LAVAL
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 26 DÉCEMBRE 2016



Manuel Valls et François Hollande. © Reuters

Mediapart publie un chapitre inédit du livre des intellectuels Pierre Dardot et Christian Laval, *Le Cauchemar qui n'en finit pas. Comment le néolibéralisme défait la démocratie* (éditions La Découverte), paru en mai 2016. Un chapitre consacré à François Hollande et à son inaction face au néolibéralisme.

Le philosophe Pierre Dardot et le sociologue Christian Laval, tous deux enseignants à l'université Paris Ouest-Nanterre-La Défense, ont déjà publié plusieurs ouvrages à quatre mains, parmi lesquels *Commun* en 2014 et *La Nouvelle Raison du monde* en 2009.

Ils ont récidivé en 2016 avec un ouvrage intitulé *Ce cauchemar qui n'en finit pas. Comment le néolibéralisme défait la démocratie*, publié aux éditions La Découverte. Au début du mois de décembre, après le renoncement de François Hollande à se représenter, ils ont proposé de publier dans nos colonnes un chapitre, non paru pour des raisons d'édition, consacré à François Hollande.

(Retrouvez les notes de bas de page dans notre boîte noire.)

« Le socialisme n'a aucun intérêt à ce que le capitalisme soit freiné ou bloqué. Il est le point d'aboutissement du capitalisme et non une façon de freiner son évolution. » Jacques Attali, *La Nouvelle Économie française*, 1978.



La gauche dite gouvernementale, c'est-à-dire le Parti socialiste et ses alliés, a organisé son propre sabotage intellectuel et politique plutôt que de résister à la puissance de la droite néolibérale. C'est d'ailleurs toute la social-démocratie européenne qui, avec des nuances, a adopté dès les années 1980, au nom du « réalisme », une attitude passive et résignée devant le néolibéralisme avant d'enfourcher avec de plus en plus de zèle tous ses thèmes de bataille : baisse des coûts salariaux, reconstitution des profits, concurrence généralisée, démantèlement des protections juridiques du travail, apologie de l'entreprise, etc. Si, par la suite, les politiques d'austérité ont pu si facilement s'imposer en Europe, la social-démocratie en est la première responsable. Loin de constituer une contre-force, elle a en effet préféré faire alliance avec la droite sur ce terrain, mieux : elle a voulu prouver à quel point elle était encore plus radicale quand il s'agissait de faire peser le poids de la crise sur la population en augmentant les impôts, en réduisant les retraites, en gelant les traitements des fonctionnaires, en s'attaquant au code du travail.

La situation française depuis l'élection de 2012 éclaire singulièrement cette formidable capacité d'autodestruction de la gauche. Un représentant de ce courant politique, élu sur ce qui se présentait comme un « projet » de réhabilitation de l'action politique face aux puissances économiques, en est venu à mettre ouvertement en œuvre le principe néolibéral de la « compétitivité », au point d'inscrire à son agenda l'ensemble des revendications et des aspirations du patronat et du pouvoir financier. Le même représentant a intégré tout aussi vite la contrainte austéritaire du Traité européen de stabilité, de coordination et de gouvernance (TSCG) sans chercher à l'amender le moins du monde, contrairement à l'engagement qu'il avait pris solennellement durant la campagne, et en dépit de ses conséquences négatives sur l'emploi et la croissance.

« Trahison » ou accomplissement ?

Ne négligeons donc pas l'importance dans l'histoire politique de ce « moment Hollande » marqué par le ralliement assumé de la social-démocratie française, assez tardif d'ailleurs au regard d'autres pays, à la « troisième voie » (1) – *toutes les notes sont à retrouver sous l'onglet "Prolonger"*. Il est trivial de dire que le mandat de Hollande se présente comme une belle illustration de la politique professionnelle qui autorise les élus à faire le contraire de ce qu'ils avaient dû laisser entendre pour se faire élire, autrement dit à mentir effrontément sur leurs intentions réelles. Mais, plus profondément, il témoigne de l'effondrement de la gauche gouvernementale sous l'effet du système néolibéral dont elle a intériorisé la logique et qu'elle a contribué activement à mettre en place.



François Hollande le 12 novembre à l'Élysée © Reuters

Il est courant, dans la gauche critique et même au-delà, de parler de « trahison » à propos de la politique suivie par Hollande depuis 2012. Un ouvrage collectif récent s'intitule même *Le Livre des trahisons*. Cette manière

de dire a des vertus polémiques et apporte une certaine satisfaction. Est-elle tout à fait exacte ? Le « moment Hollande » mérite un peu plus d'examen que la seule dénonciation, par ailleurs fort compréhensible, d'une politique massivement néolibérale. Car pour « trahir », encore eût-il fallu avoir été quelqu'un d'autre ou avoir voulu sérieusement faire quelque chose d'autre que ce qu'il a fait. Or, pour le cas Hollande, la chose est bien douteuse. S'agit-il seulement, comme on le dit beaucoup, d'un revirement opportuniste de la part d'un dirigeant habitué aux louvoisements et qui a finalement préféré se soumettre au double diktat du gouvernement allemand et de la Commission de Bruxelles plutôt que de leur résister ? Ce serait refuser de voir le concours actif apporté à la mise en œuvre des politiques d'austérité et des « réformes structurelles ».

Il s'agit donc de saisir comment une certaine disposition à « moderniser » la gauche qui s'est forgée chez Hollande et les siens assez tôt, dès le milieu des années 1980, a trouvé dans certaines circonstances l'occasion d'imposer une ligne politique « décomplexée », parfaitement conforme aux contraintes systémiques du néolibéralisme européen. Ce que nous voulons dire est ceci : la grande ambition affichée par Hollande était de devenir le président qui ferait « *entrer la France dans le XXI^e siècle* » (2). Pourtant, avec lui, ce n'est pas la modernité qui a gagné, mais la bonne vieille rationalité néolibérale à la française, portée sur les fonts baptismaux par de grands « ancêtres » comme Jacques Rueff ou Raymond Barre, rationalité qui était depuis déjà longtemps la *référence* de Hollande, et avec lui, d'une très grande cohorte de dirigeants du Parti socialiste et de hauts fonctionnaires qui en étaient proches.

Avec Sarkozy, la finance et la corruption étaient à la fête. « Le président des riches » avait eu l'intelligence de redonner des miettes aux « bons travailleurs qui se lèvent tôt » pour mieux distribuer avantages, prébendes et privilèges aux plus riches. Versions hédoniste, conservatrice et disciplinaire du néolibéralisme se mélangeaient en une mixture indigeste. Beaucoup y ont vu une restauration de la Monarchie de Juillet, c'est-à-dire du règne de

l'aristocratie financière, de tous ces « *banquiers, rois de la Bourse, rois des chemins de fer, propriétaires de mines de charbon et de fer, propriétaires de forêts et la partie de la propriété foncière ralliée à eux* », selon les formules fameuses de Marx (3). Une majorité d'électeurs français n'en ont plus voulu le 6 mai 2012. L'heure du « président normal » avait sonné.



François Hollande, lors de son discours du Bourget. © REUTERS/Benoit Tessier

Mais très vite la désillusion a fait plonger à son tour le nouvel élu dans les abîmes de l'impopularité. Une accusation s'est répandue à gauche, qui allait contribuer à la série des désastres électoraux suivants : le président français aurait « trahi » sa forte parole prononcée lors du grand meeting de campagne du Bourget le 22 janvier 2012 : « *Mon véritable adversaire c'est la finance.* » L'envolée était en réalité très calculée. Cette phrase de Hollande résonnait comme un écho lointain au mot de Gambetta en 1877 : « *Le cléricalisme, voilà l'ennemi.* » Le mot l'engageait, pensait-on, à endiguer la puissance menaçante des marchés financiers et des banques systémiques, « *too big to fail* ». Ses actes ont été jugés depuis ses paroles. Hollande n'était pas Gambetta, malgré ses airs de matamore.

Les électeurs naïfs ne furent d'ailleurs pas les seuls à s'y tromper. Le 28 avril 2012, l'hebdomadaire britannique *The Economist*, porte-voix du business mondial, avertissait ses lecteurs des dangers gravissimes que ferait courir à l'Europe néolibérale et au monde économique l'élection la semaine suivante du « *rather dangerous* Monsieur Hollande », un candidat à la fois hostile aux réformes et « *manifestant une attitude profondément hostile à l'entreprise* » (4). On ne pouvait pas mieux méconnaître le personnage. Peu après le discours du Bourget, Hollande avait envoyé un message à la City pour corriger la mauvaise

impression qu'il aurait pu donner : « *I am not dangerous.* » C'était bien la vérité qui parlait, mais elle était dite en anglais (5).

Deux ans à peine après le discours du Bourget, Emmanuel Macron, énarque, inspecteur des finances, **banquier d'affaires** chez **Rothschild & Cie**, devenait ministre de l'économie avec pour objectif de mettre en œuvre la ligne politique qu'il avait aidé à définir à l'Élysée comme secrétaire général adjoint auprès du président de la République (6). Trois ans après la victoire, de manière plus discrète, Hollande nommait au poste de gouverneur de la Banque de France François Villeroy de Galhau, polytechnicien et énarque, inspecteur des finances et ancien directeur général délégué de BNP Paribas. L'oligopole financier avait bel et bien repris sa place dans les institutions de la République, celle qu'il avait acquise sous Sarkozy : la première. Car avec Hollande, c'est bien toujours cette « nouvelle aristocratie » qui continue de gouverner.

La rationalité de l'oligarchie à la française

Mais en rester là serait un peu court. Ce qui s'est produit, et qui a étonné, n'est ni une trahison ni une reddition, c'est un *accomplissement*. Hollande a réalisé ce qu'il avait annoncé, non certes au Bourget, mais dans de multiples écrits aux intentions et au sens parfaitement explicites quoique trop peu lus. Comme Sarkozy l'a été à droite, Hollande a été l'homme de la situation, nullement un « accident de la politique française ».

L'un et l'autre, dans leur camp et selon leur style, ont accompli leur tâche historique : mettre la politique française à l'heure du système néolibéral mondial et européen. Pour accomplir cette tâche, Hollande a entrepris de normaliser la gauche française en lui faisant assimiler la logique dominante autant et aussi loin que possible afin de lui faire rattraper dans cette voie la gauche allemande, anglaise, italienne ou espagnole. Certes, ces choses ne peuvent s'avouer. Hollande n'a cessé de nier son adhésion au libéralisme en cherchant des cautions intellectuelles et historiques : « *L'idéologie libérale a été hégémonique pendant trente ans. Nous en avons vu aujourd'hui*

les limites, les dangers, les échecs. Cette idéologie est aujourd'hui archaïque, dépassée. Une nouvelle voie doit s'imposer. Il est de la responsabilité de la gauche de porter cette nouvelle exigence », expliquait-il doctement dans un face-à-face avec un grand intellectuel de gauche (7).

Hollande, on le sait, a eu l'art du parler creux, du parler flou, du parler double. Il y était obligé pour conserver encore quelques électeurs à gauche, en dépit de tous les efforts qu'il a faits pour ajuster par petites touches le discours aux actes. Comme il le dit un jour, « le socialisme est une belle idée ». Le problème est qu'il n'a été plus pour lui qu'une idée (8). Ce qui ne trompe pas, ce sont les pratiques gouvernementales. Or ces pratiques s'inscrivent dans une déjà longue tradition française dont on n'a pas encore tout à fait saisi l'importance historique.



Raymond Barre © Reuters

On peut appeler « barrisme » cette manière de se servir sciemment et systématiquement de la contrainte extérieure et du cadre juridico-politique européen pour transformer à l'intérieur le système productif et réformer en profondeur la société française. C'est en effet Raymond Barre qui, à partir de 1976, a été le promoteur le plus constant et le plus explicite de la politique des « grands équilibres » dans le cadre d'une économie « ouverte » sur l'Europe et le monde. Pour faire face à une telle ouverture, il fallait renoncer aux « facilités » antérieures, c'est-à-dire à la gestion des compromis sociaux par les déficits et l'inflation. La seule stratégie macroéconomique possible consistait à mener en toutes circonstances une action incitatrice globale en faveur des entreprises.

Dans son livre de mémoires, *L'Expérience du pouvoir*, Barre expliquait ainsi : « J'avais compris qu'une monnaie forte est le meilleur moyen d'obliger les

entreprises à s'adapter. Quand ils ne peuvent plus compter sur un ballon d'oxygène – la dévaluation –, ils deviennent très attentifs à leur compétitivité » (9). À quoi devaient s'ajouter une libération des prix et une plus grande concurrence afin que « chacun soit mis en face de ses responsabilités ». C'était l'énoncé même de la stratégie ordolibérale poursuivie en France jusqu'à nos jours : imposer des contraintes monétaires et budgétaires fixes et non négociables, intensifier la concurrence pour forcer les agents économiques à s'améliorer, à condition évidemment qu'ils le puissent grâce à un climat de confiance et à une plus grande liberté d'action et de choix.

Aux yeux de Barre, fidèle disciple de Jacques Rueff dès la fin des années 1950, une telle transformation de la France n'était possible que par la construction d'un grand marché européen. La maxime de cette orientation, qui en résume la philosophie, est la suivante : « Les affaires communautaires ne sont plus aujourd'hui des affaires extérieures à la France mais des affaires d'une portée intérieure considérable » (10). C'est bien avec cette ligne que la gauche gouvernementale a renoué dès l'été 1982, et sans véritable discontinuité depuis, en opérant un « réel renversement politique » selon la formule d'Alain Bergougnoux et de Gérard Grunberg (11).

“Le choix de la compétitivité”

Par de nombreux côtés, la présidence de Hollande est une répétition du tête-à-queue du début des années 1980. Une différence cependant : il n'y a eu aucune tentative réelle d'inaugurer une autre politique économique, sociale et fiscale en début de mandat. Certes, on pourra toujours arguer de mesures cosmétiques qui, ici ou là, ont permis d'enrayer la montée de la pauvreté et l'explosion des hauts revenus. Mais ces maigres mesures n'ont guère empêché progression du chômage, tassement des revenus des salariés, perte de pouvoir d'achat des retraités et des fonctionnaires.

La politique austéritaire qui a été suivie n'a permis aucun rééquilibrage décisif des inégalités. Aussitôt arrivé au pouvoir, Hollande a immédiatement fait siennes non seulement les contraintes imposées par le

TSCG, mais, plus généralement, toutes celles du cadre européen de l'euro et des traités. Il s'est parfaitement accommodé de contraintes monétaires et budgétaires, mieux, il les a utilisées pour imposer le choix de la compétitivité clairement énoncé dès sa campagne de 2012 (12). Il y avait alors ajouté la justice sociale et l'écologie, mais on a vite pu découvrir où étaient sa priorité et la cohérence de son action. Il s'est aligné sur la logique disciplinaire de l'Union européenne faisant de la diminution de la dette, de la « règle d'or » budgétaire et, plus généralement, de la concurrence intra-européenne et mondiale autant de priorités de la pratique gouvernementale.

Faisant mine parfois de ne pouvoir choisir en raison du « poids même des choses », il a en réalité choisi ce que depuis longtemps il pensait être la seule politique possible et souhaitable : la politique de l'offre des néolibéraux. Certains journalistes et analystes en ont largement rendu compte, frappés par la similitude des orientations avec la présidence précédente (13). Il suffit pour s'en apercevoir d'ailleurs de confronter certaines critiques de Hollande à l'égard de ses prédécesseurs et ce qu'il fait une fois au pouvoir : « *Les libéraux se trompent : l'emploi n'est pas produit par un contrat. Ce n'est pas le démantèlement en plusieurs temps du Code du travail qui va créer les emplois de demain. Ils seront d'abord générés par la croissance, par l'innovation, par l'effort de recherche, et non par je ne sais quel formulaire administratif.* » (14)



Emmanuel Macron et Myriam El Khomri © Reuters

C'est bien pourtant « l'assouplissement » du Code du travail, commencé en 2013 avec l'Accord national interprofessionnel (ANI), et poursuivi avec les lois Rebsamen, Macron en juillet 2015 et, *in fine*, El Khomri en juillet 2016, qui est présenté comme la réforme miracle pour « *inverser la courbe du chômage* ». Le principe de ces lois est peu original :

le chômage serait dû à la protection de l'emploi par un droit du travail trop compliqué mais surtout trop favorable aux salariés (15). Il conviendrait alors de simplifier le Code du travail, mais surtout de l'alléger en faisant primer l'intérêt de l'employeur sur celui des salariés, au prétexte que le premier converge nécessairement avec le second.

D'où la primauté accordée aux accords d'entreprises, la possibilité offerte à toutes sortes de dérogations locales à la loi sur le temps de travail et aux conventions collectives de branches, la facilitation des plans sociaux et des licenciements. En détricotant ainsi le droit du travail, la stratégie suivie par Hollande et son gouvernement consiste à renforcer par tous les moyens possibles la sécurité de l'employeur et à affaiblir celle du salarié, selon la logique même des « réformes structurelles » préconisées par les grands organes de l'orthodoxie néolibérale et dont la mise en œuvre fait l'objet d'une surveillance annuelle de la Commission européenne.

Le chômage serait également dû au « coût du travail » trop élevé. Le chômage et la faible croissance ne seraient pas un problème de demande mais d'offre insuffisamment compétitive. Ce qui laisse entendre que tous les secteurs sont semblablement exposés à la concurrence internationale et que la compétitivité est uniquement une question de coûts et de prix, ce qui est évidemment loin d'être le cas. Telle est pourtant l'orientation dogmatique que le gouvernement français a empruntée à l'OCDE, à la Commission européenne ou au FMI. Il est vrai, comme on l'a vu, que si le dogme a tendance à simplifier la réalité, la logique de concurrence donne effectivement une prime aux pays les moins « protecteurs » ou qui se sont engagés dans la voie du « moins disant social et fiscal ». Les lois Hartz IV allemandes sont ainsi devenues le modèle à suivre (16).

Ce qui a particulièrement marqué les esprits reste pourtant l'énormité des sommes transférées aux entreprises sous prétexte de défendre et d'améliorer leur compétitivité, en imposant de lourds sacrifices aux ménages, aux services publics, aux collectivités territoriales, aux fonctionnaires pour financer les aides

accordées aux propriétaires du capital. C'est ainsi qu'à la suite du rapport Gallois sur la compétitivité française, opportunément commandé dès le mois de juillet 2012 et remis en novembre de la même année, Hollande décide de verser près de 40 milliards d'euros par an aux entreprises à travers le mécanisme du CICE (Crédit d'impôt compétitivité emploi), et diverses autres baisses de cotisations et d'impôts (17).

Nous ne discuterons pas ici de l'efficacité, ou plutôt de l'inefficacité de ce transfert au secteur privé d'argent public, en partie emprunté sur les marchés financiers, et qui vient s'ajouter à tous les dispositifs existants dont le très coûteux et très inefficace Crédit impôt recherche (plus de 5 milliards d'euros par an). Mais on commence à savoir que ce ne sont pas les entreprises les plus engagées dans l'exportation ni celles qui produisent des produits « haut de gamme » qui en profitent, mais plutôt celles qui sont les plus protégées et versent les plus bas salaires (18).

Dès la première année de pleine utilisation, en 2014, les dividendes distribués augmentaient tandis que l'emploi et les investissements stagnaient. L'effet officiellement attendu est raté, le gâchis est patent, le droit de regard des salariés inexistant. Cette politique en dit long sur le degré d'acceptation des nouvelles règles du jeu à l'échelle mondiale comme sur les transformations relatives au rôle de l'État et à l'orientation de son budget que cette acceptation entraîne. Désormais la « solidarité » doit s'exercer en priorité envers les entreprises parce que ce sont les entreprises qui font la richesse du pays. Le principe de cette politique d'assistance aux entreprises renvoie à ce que les auteurs anglo-saxons appellent le *corporate welfare* (19). Dans le système capitaliste mondialisé, la priorité de l'État est l'appui financier apporté aux

entreprises, lequel est donné comme la condition première de la bonne santé de l'économie, et donc du bien-être de la population et des salariés.



Manuel Valls et Pierre Gattaz, à l'université du Medef, le 28 août 2014 © Reuters

Le premier ministre Manuel Valls avait complaisamment récité ce credo devant les patrons du Medef en 2014 : « *Une mesure favorable aux entreprises, c'est une mesure favorable au pays tout entier.* » (20) L'État doit donc faire droit avant tout aux revendications d'assistance et de subvention du monde patronal afin de restaurer les profits et les parts de marché, et diminuer parallèlement le *social welfare* protégeant les ménages. Il ne doit surtout pas gêner l'activité des entreprises et pas même contrôler l'usage des fonds publics qui leur sont transférés (21). Mais une fois engagée dans cette surenchère infernale, la gauche « moderne », entendez néolibérale, est inmanquablement conduite à remettre en question tout ce que la gauche historique tenait pour des acquis dont elle se devait d'être la gardienne parce qu'elle en était l'auteur. Retraites, 35 heures, prud'hommes, CDI, statut de la fonction publique, tout doit alors être remodelé selon la norme dominante.

Comment expliquer ce qui paraît à beaucoup une dérive incompréhensible ? Sidérés et défaits, de nombreux électeurs traditionnels de la gauche ne s'y retrouvent plus. Le risque encouru pour le Parti socialiste est qu'en voulant « moderniser la gauche » à marche forcée, Hollande ne finisse par la tuer. Peu importe, Hollande a la conviction d'être l'homme des réformes que la situation de la France appelait. D'où lui vient semblable certitude ?

Un passé qui plaide pour lui

Être l'homme de la situation ne s'improvise pas. Le discret « Monsieur Hollande » avait depuis longtemps des idées sur ce qu'il fallait que la gauche devînt et fit. Son « système de pensée », si l'on ose dire, élaboré au fil des études dans les grandes

écoles du pouvoir politique et économique (Sciences-Po Paris, HEC, ENA) et des expériences dans les cabinets ministériels, est une sorte de « barrisme schumpétérien », parfaitement conforme à la vulgate internationale qui s'impose dans les années 1980.



Jacques Delors et François Hollande. © Reuters/Charles Platiau

Par là, Hollande est très proche de ce qu'un Michel Rocard ou un Jacques Delors, son mentor et son modèle, ont essayé de faire en leur genre et en leur temps, mais sans y parvenir : quoique déjà âgés, ils venaient trop tôt. Hollande, lui, est venu à point, avec la chance de son côté puisque, comme l'on sait, l'heure de « DSK » était partout annoncée. Si les circonstances ont joué en sa faveur, on peut dire qu'il s'était préparé à la chance. De sa part nulle trahison, mais une lente préparation à un virage historique de la gauche, comme l'ont déjà établi un certain nombre d'enquêtes (22).

Des historiens du Parti socialiste ont souligné que la transformation de la pratique gouvernementale du début des années 1980 n'avait pas débouché sur une réelle révision doctrinale, bloquée aussi bien par Mitterrand que par le premier secrétaire du PS de l'époque, Lionel Jospin. Pourtant les tentatives n'ont pas manqué, et celle des « transcourants » animée par Hollande est l'une d'entre elles (23). Il fait son entrée en politique, dans les années 1980, dans le sillage de Jacques Delors dont il adopte le « pragmatisme » résigné au nouvel ordre du monde.

Le constat est net : la gauche ne donne plus le ton dans le monde. L'heure n'est plus à l'expansion de l'État social mais à la libéralisation des marchés. Les articles qu'il rédige en 1985 et 1986 dans *LeMatin de Paris*, quotidien très proche du mitterrandisme, vont dans ce sens : « *Ce qu'il reste d'autonomie pour un gouvernement [...] relève depuis 1983 de l'infiniment petit [...]. La politique économique est désormais l'art d'accommoder les restes, sous-entendu les rares*

marges d'autonomie qui subsistent. » On ne saurait dire mieux. L'adaptation est louée, et le gouvernement français a raison de libérer, comme les autres, la finance de marché.

Le 4 février 1986, il se réjouit : enfin « *le système français ne diffère plus du modèle américain ou britannique. [...] La vague d'innovation financière qui a déferlé sur tous les pays exigeait une modernisation de nos marchés financiers* ». Dans ses chroniques, la politique de l'offre est recommandée. La crise n'est pas un problème de demande mais de compétitivité de l'offre. Le 18 juin 1985, il écrit : « *Qu'il soit nécessaire de transférer une part des charges de l'entreprise sur les ménages, afin de favoriser l'investissement* », « *qu'il faille plus de flexibilité [...], nul ne le conteste sérieusement* » (24).

Mais c'est surtout dans le livre collectif *La Gauche bouge*, en 1985, qu'il déploie ses ambitions modernisatrices contre les « *rhumatismes de la vieille gauche* » et que l'on découvre une ligne politique claire dont il ne variera pas (25). Ce texte, signé d'un pseudonyme, a été rédigé par une petite équipe dont bon nombre de membres se retrouvent aujourd'hui dans le proche entourage de Hollande (Gaillard, Jouyet, Le Drian, Mignard, Sapin).

Ces « *libéraux de gauche* », comme ils se définissent eux-mêmes (26), entendent redynamiser la gauche, la « *faire bouger* ». On voit ici que les transgressions très calculées de Valls ou de Macron n'ont rien de vraiment neuf. Le programme de cette nouvelle gauche est double : « *L'enjeu essentiel dans un pays comme le nôtre est de réussir la mutation technologique et de prévenir la marginalisation sociale.* » (27) La nouvelle gauche doit encourager la créativité sans oublier la solidarité, elle doit « *assurer l'autonomie et le partage, cultiver l'espoir de s'en sortir comme la chance de gagner* » (28). Le Parti socialiste doit devenir le parti des innovateurs schumpétériens et des exclus.

L'analyse sociologique qui est censée fonder cette rénovation de la gauche est assez convenue. La France est devenue un pays d'individus et de classe moyenne. La représentation d'une société divisée en classes est dépassée, de même que le « *mythe de l'égalité* » qui

a structuré la gauche : « *La gauche épuise son crédit quand elle s'acharne à surestimer à la fois le nombre des démunis et la fortune des plus favorisés* », écrivent-ils au moment même où les écarts entre groupes sociaux recommencent à se creuser (29). Et ceux qui, comme Thomas Piketty, s'étonnent de voir que nulle grande réforme fiscale n'a vu le jour depuis 2012, devraient apprécier la forte conviction des « jeunes loups » des années 1980 : « *Nous ne pourrions pas indéfiniment poursuivre la réduction des écarts de revenus disponibles si nous souhaitons parallèlement construire une société plus mobile et plus dynamique.* » (30)

Les inégalités induites par la nouvelle société souhaitable sont à la fois le stimulant et l'effet de cet esprit d'innovation, mais ce dernier doit profiter à tous, et surtout aux « exclus » qui doivent être réintégrés dans la machine économique. La thèse, on le voit, justifie les inégalités en combinant maladroitement une inspiration venue de John Rawls avec le credo néolibéral selon lequel une politique sociale ne doit plus s'occuper de redistribuer la richesse entre riches et pauvres, mais chercher à « inclure » les exclus dans le jeu économique pour augmenter la croissance de la richesse.

Cette vieille politique redistributrice doit être remplacée par une moralisation de la vie quotidienne qui doit viser à combiner performance individuelle et solidarité avec les « victimes du progrès » : « *Ainsi la gauche, ou le socialisme démocratique, ce n'est plus d'abord un projet économique, fondé sur l'extension du secteur public ou la réforme de la fiscalité, mais un système de valeurs. Ce n'est plus une façon de produire mais une manière d'être et c'est celle-ci, parce qu'elle allie partage et autonomie, qui est aujourd'hui la condition première du succès économique.* » (31)

Le seul « projet économique » concevable est désormais celui qui s'impose à tous les gouvernements et qui consiste, d'un côté, dans « *la maîtrise des déficits et de l'évolution de l'endettement* » (32) et, de l'autre, dans le nécessaire redressement des profits des entreprises, selon le fameux « théorème

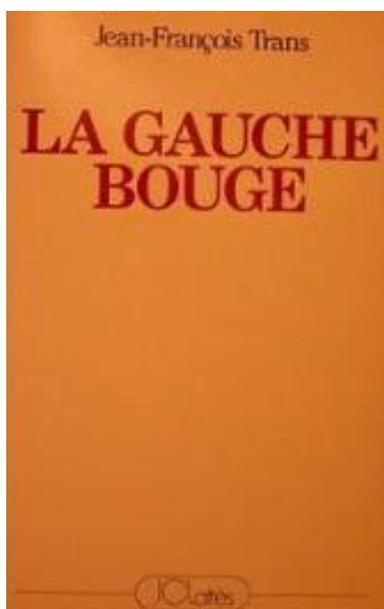
d'Helmut Schmidt » : « *Les profits d'aujourd'hui font l'investissement de demain et l'emploi d'après-demain.* » Ainsi les « transcourants » se prononcent-ils dès 1985 pour une politique « offensive » de l'offre, et ce contre la vieille politique keynésienne de la demande qui augmente inévitablement les coûts de production et nuit à la compétitivité. Pour cela, il convient de favoriser la fiscalité en faveur des investissements productifs, de baisser le coût du travail (en particulier celui des jeunes), et de flexibiliser le marché de l'emploi.

Hollande et ses compagnons en modernité opèrent donc dès cette époque un travail d'importation dans la gauche des poncifs de la nouvelle orthodoxie économique que l'on enseignait alors dans les écoles du pouvoir, notamment à Sciences-Po Paris où Hollande dispensait à la même époque un cours d'économie politique en compagnie de Pierre Moscovici (33). On s'est étonné de l'adhésion proclamée au socle de la pensée libérale qu'est la « loi des débouchés » de Jean-Baptiste Say (1767-1832) lors de la conférence de presse du 14 janvier 2014.

Pour justifier une baisse supplémentaire de 30 milliards de cotisations sociales pour les entreprises, Hollande a eu alors cette phrase : « *C'est sur l'offre qu'il faut agir, car "l'offre crée même la demande"*. » Aux yeux de Paul Krugman, la reprise de cette « *fallacy* » des vieux libéraux, discréditée depuis longtemps, a témoigné d'une véritable « *faillite intellectuelle* » du président français au moment où même le FMI finissait par reconnaître que l'austérité européenne était plus fortement récessive qu'on ne le pensait (34). De la part de Hollande, la chose pouvait en effet sembler curieuse, du moins pour ceux qui avaient suivi ses cours donnés à Sciences-Po Paris, car il ne s'y montrait guère enthousiaste pour « l'économie de l'offre », soulignant qu'elle avait perdu « *une large part de son lustre* » (35). Vingt-cinq ans plus tard, la « loi de Say » a retrouvé dans sa bouche toutes ses lettres de noblesse théorique, non pas sans doute par adhésion réfléchie à la doctrine mais plutôt par *rationalisation d'une pratique politique* défendue dès les années 1980.

Une société de concurrence

Si cette nouvelle gauche néolibérale n'a pas de « projet économique » différent du barrisme, elle a revendiqué un projet social comme authentiquement sien. Ce projet fait de la concurrence le pivot du nouvel ordre social souhaitable. Le chapitre 5 du livre collectif des "transcourants", intitulé « *La concurrence est de gauche* », expose sans fard cette nécessité d'une nouvelle société fondée sur la concurrence. La tâche politique principale est de la faire advenir le plus rapidement possible, tout en limitant les dégâts sociaux qui pourraient en résulter.



Un certain nombre de principes doivent guider la politique permettant l'avènement d'une telle société : il faut « *développer partout l'esprit d'initiative* » ; « *une économie n'est dynamique que si elle est mobile* » : « *il convient de refuser les corporatismes et de favoriser l'émergence de procédés de déréglementation et de concurrence* » (36). Ces principes ne sont pas nouveaux, ce sont ceux de l'élite politique et sociale qui, du "plan Rueff-Armand" en 1960 à la loi Macron de juillet 2015 en passant par le "rapport Attali" en 2008 (37), font de la levée des "obstacles à la croissance" l'objectif principal de la politique économique et sociale.

Cette thèse pro-concurrence reprend la vulgate répandue par Michel Crozier, François de Closets ou Alain Minc qui, à partir des années 1960 et 1970, ont toujours attribué les causes des difficultés françaises à l'assistanat, à l'égalitarisme, à la réglementation : « *Le toujours plus et le besoin d'assistance ne sont pas l'apanage d'un groupe social, mais semblent faire l'objet d'un certain consensus* », expliquent les "transcourants", en plagiant les publicistes de droite de leur époque (38). Le combat de la gauche n'est pas dirigé contre les riches mais contre tout ce qui empêche le "mouvement" : « *Ni corporatisme ni bureaucratisation : c'est la condition de l'évolution vers une économie plus ouverte, plus mobile. La concurrence doit devenir un levier de transformation sociale. À cet égard, elle est fondamentalement une valeur de gauche.* » Affirmation qui conduit, entre autres, à faire l'apologie de la politique de Pierre Bérégovoy visant à déréguler le secteur financier ou à promouvoir la concurrence dans le secteur public des communications ou des transports pour augmenter sa compétitivité (39).

Ces quelques extraits des écrits des années 1980 témoignent de la contribution de Hollande et de son équipe à la nouvelle représentation de la société néolibérale qui se répand dans la "décennie" (40).

Assumer le néolibéralisme ?

Version « *de gauche* » de la vulgate néolibérale, cet argumentaire, en même temps qu'il « *adapte la gauche au monde nouveau* », est le moyen par lequel les nouveaux prétendants cherchent à se faire une place dans l'oligarchie socialiste (41). On peut se gausser de ces hauts fonctionnaires issus des grandes écoles qui, à l'abri de toute concurrence économique, ne cessent de dénoncer les corporatismes et de vanter les mérites de la compétition. Peu originaux dans leur argumentaire, ils sont, parmi d'autres, les porte-parole de ces grands corps d'État (Cour des comptes, inspection des finances, direction du Trésor, etc.) qui mènent cette guerre de l'élite étatique contre tout ce qui résiste dans la société à la normalité capitaliste. Leur originalité n'est pas dans le propos, elle est dans la pérennité d'une conviction.

Hollande, mieux et plus tôt que d'autres, s'est vite convaincu que la gauche de gouvernement ne pourrait revenir et rester au pouvoir que si elle intégrait par « réalisme » les paramètres de la situation mondiale et européenne et adoptait les principaux préceptes qui découlaient de cette situation. Et ces paramètres, ces préceptes, ces objectifs étaient bien ceux que Raymond Barre avait mis en avant dans l'exercice de ses fonctions ministérielles entre 1976 et 1981, en faisant du *redressement de la compétitivité* une obligation absolue dans un contexte de mondialisation et de construction du marché européen. En somme, il n'est qu'une seule politique possible, qui est foncièrement favorable au capital et à la concurrence et qui ne doit souffrir aucun délai et aucun détour, car la norme mondiale, accentuée et relayée par la pression européenne, ne permet aucune dérogation.

Le jeune conseiller référendaire à la Cour des comptes, passé dans les cabinets ministériels socialistes, devra patienter au long d'une longue carrière d' élu et de responsable socialiste avant de pouvoir mettre en pratique cette conviction (42). Son destin se confond avec celui du Parti socialiste français. Pendant trois décennies, la « gauche de gouvernement » a dû tenir un langage décalé par rapport à sa pratique. Il a fallu mentir aux électeurs et aux militants, restés sourds aux sirènes néolibérales. Cette nouvelle oligarchie socialiste, sortie des grandes écoles de la noblesse d'État, qui prend son envol dans la seconde moitié des années 1980, s'est donné pour tâche – et, en son sein, Hollande plus consciemment et plus habilement sans doute que beaucoup d'autres –, de transformer

la « vieille gauche » en une gauche qui accepte enfin « le monde tel qu'il est », c'est-à-dire régi par la règle néolibérale de la concurrence généralisée.



Hollande n'est pas sorti complètement du flou. Le peut-il quand on sait qu'il a encore besoin d'électeurs de gauche qui ne partagent pas, loin de là, sa conviction néolibérale ? La tactique employée est double. Elle consiste d'abord à opposer mauvaise spéculation financière et bonne « économie réelle », ensuite à prétendre que le « libéralisme » est le contraire de l'action politique. Hollande voudrait en somme opérer un distinguo entre la « dictature des marchés » et la bonne économie de marché. La politique de gauche serait dirigée contre « l'économie de casino » et la domination absolue des marchés mais serait favorable à l'entreprise, bonne, saine, créatrice d'emploi et de prospérité, qui affronte la concurrence mondiale (43).

Comme si l'on pouvait opposer, dans le capitalisme contemporain, marché et entreprise, finance et production. Le « réalisme de gauche » est ainsi : il s'aveugle sur la réalité du capitalisme contemporain. La gauche serait en outre, nous assure-t-on, pour la réhabilitation du politique, tandis que le libéralisme en signerait l'affaiblissement et la disparition : « *Je pense que la première des réformes, c'est de rendre à la politique sa noblesse, sa pleine capacité d'action* », explique-t-il (44). Mais pour quoi faire ?

Hollande sait bien que « *le libéralisme n'est pas majoritaire en France* » et qu'il inquiète, « *souvent pour de mauvaises raisons* » (sic) (45). Puisque toute intervention gouvernementale serait par nature « antilibérale », il va jusqu'à dire par sophisme que la politique de la compétitivité serait par elle-même antilibérale : « *Je reste socialiste (...). Je ne suis pas gagné par le libéralisme, c'est tout le contraire, puisque c'est l'État qui prend l'initiative* », affirmait-il ainsi lors de ses vœux à la presse, le mardi 14 janvier 2014, au moment même où il présentait son pacte de responsabilité.

L'URGENCE DE COMPRENDRE

François Hollande
Edgar MorinDialogue sur la politique,
la gauche et la crise

Entretien réalisé par Nicolas Truong

HOLLANDE - MORIN

En réalité, Hollande ne cache pas complètement le virage qui s'est opéré dans la pratique gouvernementale de la gauche. Quand Edgar Morin l'interroge en lui lançant : « *À partir de 1981, la gauche a certes accompli des réformes importantes, mais n'a-t-elle pas converti la société au néolibéralisme, ce qui favorisé le développement du capitalisme financier ?* », Hollande lui répond : « *Ne soyons pas trop sévères envers la gauche des années 1980 : elle a réussi à moderniser le pays, à l'adapter, à opérer des mutations qui ont permis de vaincre l'inflation et de rétablir la croissance. Grâce à elle, la France a tenu son rang.* » Et de défendre le bilan des réformes face aux critiques d'archaïsme : « *Des réformes audacieuses ont été menées. Et la gauche y a pris plus que sa part : de la désindexation salariale*

(sic) *jusqu'à la mise en place de l'euro, sans oublier les mutations industrielles.* » (46) Tout un programme en effet...

Assumé pratiquement, le néolibéralisme de l'oligarchie socialiste ne l'est donc pas entièrement sur le plan du discours. D'où ces oscillations et ces oppositions rhétoriques qui perdent tout sens au fur et à mesure que la pratique se dévoile pour ce qu'elle est. Qui pourrait encore croire à un discours qui se présente comme une « synthèse » entre « valeurs » et « contraintes », mais ne cherche au fond qu'à voiler le sens même des actes au nom des « valeurs » ? Le « *Parti socialiste reconnaît l'économie de marché* », explique-t-il, mais il demeure attaché à « *un antilibéralisme économique (sic), puisqu'il fait prévaloir les valeurs de solidarité, d'égalité, de réciprocité sur les critères de rentabilité, d'immédiateté ou de rareté* » (47).

La confusion est à son comble lorsqu'il s'agit de l'Europe. D'un côté, il faudrait établir des règles sociales et environnementales dans le commerce entre pays membres, de l'autre, il faudrait se livrer, comme l'Allemagne, à la course à l'échalote du moins-disant fiscal et social: « *Outre-Rhin, une réforme audacieuse des prélèvements sur les entreprises a été engagée par le gouvernement Schröder. Nous n'y échapperons pas.* » (48) Comment alors le croire quand, au Bourget, il prétendait vouloir impulser « *le mouvement vers une Europe de croissance, vers une Europe de solidarité, vers une Europe de protection* » ?

Un certain goût pour l'autodestruction

Hollande est bien l'homme de la situation. Il incarne à lui seul la contradiction qui détruit une gauche gouvernementale dont la pratique est à l'opposé des objectifs « sociaux » traditionnels de la social-démocratie. On l'a vu : il était particulièrement adapté, par sa formation et son parcours, au rôle qu'il s'est attribué. Défaire le logiciel socialiste français, le mettre au diapason du néolibéralisme de la « troisième voie », l'aligner sur le renversement schrodérien. Il en a sinon l'audace, du moins le culot. Son cynisme

est à toute épreuve, et sans doute est-ce là son côté miterrandien. On l'a vu lors de la sinistre et si éloquente « affaire Cahuzac ».

Mais Hollande reste toutefois forcé d'enrober sous des formules convenues cette certitude, acquise depuis longtemps, que la norme néolibérale de l'action publique ne peut être transgressée. Il avait promis au Bourget que la réorientation de l'Europe se ferait par la seule force du « vote des Français ». Le vote des Français ? Avec les institutions de la V^e République, le suffrage donne carte blanche au président, il en fait ce qu'il veut. Beaucoup persistent à imputer ce tête-à-queue brutal à la contrainte extérieure que subiraient tous les gouvernements de gauche, qu'ils soient anglais, allemand, espagnol, italien ou grec. Mais ils oublient que la gauche gouvernementale n'est pas la victime innocente du cours malheureux du monde. Depuis les années 1980, répétons-le, elle contribue *activement*, avec certes des zèles inégaux selon les hommes et les périodes, à la construction du système néolibéral, à son extension, à sa radicalisation.

Le néolibéralisme avance et se renforce non *en dépit* de la résistance de la « social-démocratie », mais avec son *appui*, et par son action même. La gauche de gouvernement s'est en effet vouée depuis trente ans à une surenchère de « réalisme » avec la droite, comme en témoignent la libération de la finance, le culte de l'entreprise, la précarisation du marché de l'emploi, l'appauvrissement et la dénaturation des services publics. On le voit encore sur le volet dit « sécuritaire ». C'est avec le plus grand zèle que s'étend la surveillance généralisée, le renforcement du pouvoir administratif de la police aux dépens du judiciaire, et cela a été jusqu'à la reprise de la proposition du Front national sur l'extension de la déchéance de nationalité dans la Constitution, ce que

Hollande cherche à faire oublier si l'on en croit la nouvelle posture tactique qu'il a adoptée en cette rentrée 2016 (49).



Manuel Valls et François Hollande. © Reuters

Constitutionnalisation des règles d'or européennes et constitutionnalisation de l'état d'urgence vont de pair. La radicalisation du néolibéralisme fait donc partie et devient l'effet du jeu politique lui-même : par peur de ne pas en faire assez, la gauche gouvernementale veut prouver son « audace » et son « courage », elle entend mettre un mouchoir sur ses valeurs, lever les tabous par des provocations répétées et des ballons d'essai permanents, et elle aboutit finalement à discréditer tout ce à quoi sont attachées les différentes composantes de son propre électorat. Démobilisant les mouvements sociaux qui se sont opposés aux politiques socialement régressives de la droite, détruisant ses propres « fondamentaux » historiques et ses bases électorales, elle permet ainsi par avance à une « droite de rupture », quand elle sera de retour au pouvoir, d'aller encore et toujours plus loin dans la mise en œuvre du néolibéralisme (50).

Faux calcul donc, s'il y a calcul : à force de « couper l'herbe sous le pied » de la droite, la gauche gouvernementale n'a jamais fait que lui ménager un grand boulevard. Le cercle vicieux emporte ainsi cette gauche et détruit jusqu'à sa mémoire. Le virage du gouvernement français est douloureux pour beaucoup de militants, d'élus et d'électeurs, n'en doutons pas, surtout s'ils ont eu foi dans la « déclaration de principes » du parti socialiste de 2008 dans laquelle on pouvait lire que ce parti « porte un projet de transformation sociale radicale ». La « social-démocratie » française risque fort de ne pas supporter le traitement qui lui est infligé et de disparaître un jour corps et biens faute d'électeurs et de soutiens, à moins qu'elle ne se convertisse en un parti de centre-droit comme le parti social-

démocrate portugais (*Partido social democrata*). La droite extrême et l'extrême droite en sont d'ores et déjà les principaux bénéficiaires, comme le montrent les résultats des élections depuis un certain nombre d'années et comme l'indiquent les sondages en vue de l'élection présidentielle de 2017.

Telle est la redoutable conséquence de la domination néolibérale : ceux qui devraient s'y opposer s'en font les relais et en sont même les zélés. Le « cas Hollande » n'est pas isolé, il vient après beaucoup d'autres épisodes de la mise au pas néolibérale de ce qui restait de la social-démocratie européenne. Le SPD allemand ne s'est pas encore relevé du tournant imposé par Schröder.

Pourtant, face à ce sabotage en règle, il existe des possibilités de sursaut de la base. L'élection surprise de Jeremy Corbyn à la tête du Labour après vingt ans de blairisme et sa confirmation récente à la tête de ce parti, le récent engagement anti-austéritaire du parti socialiste portugais (*partido socialista*), le maintien d'une opposition, certes faible, à l'intérieur du parti socialiste français montrent qu'il reste encore une « base » de gauche dans la social-démocratie et que les oligarchies qui la contrôlent peuvent être contestées.

Mais ne cultivons guère d'illusions sur ce point. Le pourrissement est déjà tellement avancé que toute alliance avec ce parti oligarchique qui n'a plus de social-démocrate que le nom a montré ses effets délétères sur ce qui reste d'une gauche en lambeaux.

Prolonger

Retrouvez ci-dessous les notes de bas de page mentionnées dans ce chapitre inédit.

[1] Les noms de Blair ou de Schröder étaient il y a encore peu bannis du discours du parti socialiste français. Ce n'est plus le cas.

[2] François Hollande, Edgar Morin, *Dialogue sur la politique, la gauche et la crise*, Entretien réalisé par Nicolas Truong, Le Monde-L'aube, 2012, p. 32.

[3] K. Marx, *Les Luttes de classes en France*, Œuvres III, Politique, NRF Gallimard, La Pléiade.

[4] « Mr Hollande evinces a deep anti-business attitude » in « The rather dangerous Monsieur Hollande », *The Economist*, 28 avril 2012. En ligne : <http://www.economist.com/node/21553446>

[5] « Hollande à Londres : “I am not dangerous” », *Libération*, 29 février 2012, <http://www.liberation.fr/politiques/2012/02/29/hollande-a-londres-i-am-n...>

[6] Lequel E. Macron a été remplacé par Laurence Boone, une économiste venue tout droit de la Bank of America Merrill Lynch, après avoir fait ses classes à la Barclays.

[7] François Hollande, Edgar Morin, *ibid.*, p. 54.

[8] F. Hollande, *Le Rêve français, Discours et entretien (2009-2011)*, Privat, 2011, p. 19.

[9] Raymond Barre, *L'Expérience du pouvoir*, conversations avec Jean Bothorel, Fayard 2007, p. 61.

[10] Raymond Barre, *Pour un plan pour l'Europe, La communauté européenne, problèmes et perspectives*, Presses universitaires de Nancy, 1984, p. 18. On rappelle que Barre a inauguré ce type de politiques à partir de son expérience en matière de politique européenne, d'abord comme directeur de cabinet du ministre de l'industrie chargé des affaires de la CECA, puis pendant plus de cinq ans comme commissaire aux affaires économiques et financières de la Commission.

[11] Cf. Alain Bergougnioux et Gérard Grunberg, *Les Socialistes français et le pouvoir. L'ambition et le remords*, “Pluriel”, Fayard, 2007, p. 330.

[12] Cf. François Hollande, Discours de Lorient, 27 juin 2009, in *Le Rêve français, op.cit.*, p. 78. Il annonçait dans ce discours un « pacte productif » dans lequel l'État devait s'engager à baisser significativement l'impôt sur les sociétés et à alléger les cotisations sociales (à hauteur de 30 milliards d'euros) en contrepartie (le mot y était), de négociations sur la formation, la rémunération et l'emploi (*Le Rêve français, op.cit.*, p. 80).

[13] Samuel Laurent, « Hollande fait-il de l'économie à la Sarkozy ? », *Le Monde*, 15 janvier 2014. Cf. les articles de Laurent Mauduit sur le site Mediapart.

[14] F. Hollande, *Devoirs de vérité, Dialogue avec Edwy Plenel*, Stock, 2006, p. 32.

[15] Ce dogme central dans la pensée économique orthodoxe n'est pas validé empiriquement, comme l'a montré une recherche de l'OIT. Cf. Mariya Aleksynska, « **Deregulating labour markets: How robust is the analysis of recent IMF working papers?** », ILO, 2014.

[16] Le taux de chômage en Allemagne est plus faible qu'en France non pas à cause d'une plus grande flexibilité, mais, au contraire, du fait de la plus grande rigidité de l'emploi dans les grandes entreprises, et ceci en dépit des lois Hartz-IV qui ont développé pauvreté et précarité. Cf. Guillaume Duval, « La recette du miracle allemand ? Un marché du travail moins flexible qu'en France... », *Alterecoplus*, 10/09/2015, <http://www.alterecoplus.fr/droit-du-travail/la-recette-du-miracle-allema...>

[17] Le CICE est un système de crédit d'impôt calculé en fonction de la masse salariale (6 % de la masse salariale en dessous de 2,5 SMIC) et qui bénéficie sans contrepartie à toutes les entreprises ayant des salariés en dehors de tout contrôle réel d'utilisation.

[18] Cf. Olivier Gil, « CICE : les grands gagnants », *Alternatives économiques* n° 336, juin 2014 et, plus récemment, le rapport 2015 du comité de suivi du CICE de France stratégie.

[19] Cf. Kevin Farnsworth, *Social versus Corporate Welfare, Competing Needs and Interests within the Welfare State*, Palgrave Macmillan, 2012.

[20] Manuel Valls, « Discours à l'université d'été du Medef », 27 août 2014.

[21] Si les entreprises sont censées joindre une note "littéraire" aux comptes annuels sur son utilisation, avec la consigne de ne pas s'en servir pour financer une hausse de la part des bénéfices distribués ou pour augmenter les rémunérations de ses dirigeants, le gouvernement s'est engagé à ce qu'il n'y ait en pratique aucun contrôle sur son utilisation. On peut ainsi lire sur le site gouvernemental dédié à ce dispositif ce propos assez étonnant quand on sait qu'il s'agit d'argent

public : « *L'administration fiscale ne contrôlera pas l'utilisation du CICE : un CICE qui ne serait pas utilisé conformément aux objectifs d'amélioration de la compétitivité de l'entreprise ne fera donc l'objet d'aucune remise en cause par l'administration fiscale.* » (<http://www.economie.gouv.fr/pacte-responsabilite/cice/faq/cice-et-contro...>)

[22] Cf. en particulier François Brochet, *Et François Hollande enterra le socialisme*, L'Archipel, 2015.

[23] Le terme de "transcourants" est le nom que se donnent les signataires d'une contribution au congrès de Toulouse du Parti socialiste de 1985 qui visait à dépasser les courants internes du parti et à moderniser ce dernier.

[24] Extraits cités par **Dominique Albertini** in « Connaissez-vous François Hollande, le journaliste ? », *Libération*, 31 janvier 2014.

[25] Jean-François Trans, *La Gauche bouge*, Jean-Claude Lattès, 1985, p. 45.

[26] Jean-François Trans, *ibid.*, p. 152.

[27] Jean-François Trans, *ibid.*, p. 11.

[28] Jean-François Trans, *ibid.*, p. 13.

[29] Jean-François Trans, *ibid.*, p. 48.

[30] Jean-François Trans, *ibid.*, p. 93.

[31] Jean-François Trans, *ibid.*, p.55.

[32] Jean-François Trans, *ibid.*, p. 66.

[33] En réalité, ce cours est assez typique de « l'esprit de synthèse » de Sciences-Po (celui de la troisième partie des dissertations) où tous les courants de pensée, même les plus plus opposés, ont tous un peu raison et un peu tort. On reste très loin d'une analyse approfondie du néolibéralisme.

[34] P. Krugman, « Scandal in France », *New York Times*, 16 janvier 2014, <http://www.nytimes.com/2014/01/17/opinion/krugman-scandal-in-france.html...>

[35] F. Hollande et Pierre Moscovici, *L'Heure des choix*, Odile Jacob, 1991, p. 37.

[36] Jean-François Trans, *op.cit.*, p. 83.

[37] Cf. J. Attali (président), *Rapport de la Commission pour la libération de la croissance française*, La Documentation française, 2008.

[38] Jean-François Trans, *op. cit.*, p. 85. Les auteurs reprennent en particulier la dénonciation du “corporatisme français” dans le livre à succès de François de Closets, *Toujours plus !*, paru chez Grasset en 1982.

[39] Jean-François Trans, *op. cit.*, p. 87. Les auteurs se félicitent de la loi de 1984 qui permet les activités de marché aux établissements de crédit et ouvre la voie à la concentration bancaire, prélude à la création des grandes banques systémiques “à la française”.

[40] François Cusset, *La Décennie, Le grand cauchemar des années 1980*, Poches/La Découverte, 2008.

[41] Frédéric Sawicki et Rémi Lefebvre, *La Société des socialistes*, Éditions du Croquant, 2006.

[42] Pour une analyse du rapport entre F. Hollande et les nouvelles élites socialistes, cf. Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki, *La Société des socialistes, Le PS aujourd’hui*, Éditions du Croquant, 2006, p. 90 et sq.

[43] F. Hollande, *Le Rêve français, op.cit.*, Privat, 2011, p. 50.

[44] François Hollande, Edgar Morin, *op.cit.* p. 49.

[45] François Hollande, *Devoirs de vérité, op.cit.*, p. 25.

[46] F. Hollande *Devoirs de vérité, op.cit.*, p. 37.

[47] F. Hollande, *Le Rêve français, ibid.*, p. 22.

[48] *Idem*, p. 53.

[49] Cf. Bastien Bonnefous, « François Hollande s’affiche en protecteur de l’État de droit », *Le Monde*, 8 septembre 2016.

[50] Cf. « M. Fillon : je veux une rupture thatchérienne, schrödérienne », *Le Monde*, mardi 22 septembre, 2015.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d’administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l’adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l’adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.